



Un projet de budget pour nous serrer la ceinture, tous ensemble préparons la riposte !

Lecornu veut économiser 54 milliards d'euros sur le prochain budget. Mais pas en puisant dans les bénéfices des entreprises, alors que la France est le deuxième pays du monde en dividendes versés aux actionnaires – 61 milliards d'euros ! Pas en supprimant l'infinité d'exonérations et subventions dont bénéficient les patrons : 211 milliards par an !

Guerre aux plus fragiles

Non, Lecornu va chercher ses milliards dans la poche des retraités en gelant les pensions et en les désindexant par rapport à l'inflation. Alors que les prix flambent ! L'indice des fonctionnaires serait gelé – pour la quatrième année consécutive. Pareil pour les aides au logement. Le gouvernement compte aussi faire la chasse aux arrêts maladie : ce n'est pas aux patrons – responsables de la dégradation des conditions de travail qui en est la cause – que Lecornu s'en prend, mais à leurs victimes ! Et, pour faire un clin d'œil à Marine Le Pen et sa préférence nationale, les travailleurs étrangers subiraient un délai de carence pour l'ouverture de droits, et cotiseraient donc un temps sans avoir droit aux indemnités correspondantes.

Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics, car leurs budgets seront revus à la baisse... Des exceptions ? Évidemment : le ministère des Armées, largement augmenté : sinon, comment pourrait-il arroser les Dassault et autres Thalès en leur achetant leurs engins de mort ? Bien entendu, ceux de l'Intérieur ou la Justice augmentent aussi pour pouvoir s'en prendre à ces pauvres qu'il veut ponctionner davantage et qui pourraient se révolter.

Nos armes : les grèves et les manifestations

Il paraît que Marine Le Pen n'est pas d'accord avec Lecornu. Aurait-elle découvert qu'on pouvait faire payer les patrons en augmentant les salaires ? Au contraire, elle propose de réduire leurs cotisations sociales et d'en redistribuer une toute petite partie sur le salaire net... Mais sa proposition revient à réduire ce que payent les patrons à la Sécu – qui serait obligée de réduire ses prestations. Les solutions de Le Pen ne s'en

prennent jamais au patronat : alors que les prix à la pompe atteignent des sommets, pas question pour elle de s'en prendre aux bénéfices historiques de Total, et elle ne propose que de réduire les taxes.

À gauche, les candidats à la gestion des institutions nous disent que tout ira mieux une fois que nous aurons « bien voté » en 2027. Dans huit mois ? En attendant, on fait comment ? Et quel changement pourrait-il y avoir dans huit mois si aucun ne propose de s'en prendre aux patrons et à leurs actionnaires qui ont le pouvoir de décider des prix et des salaires, quel que soit le gouvernement !

Toutes ces solutions sont bidon. Nous devons défendre nous-mêmes nos intérêts et imposer nos revendications. Le seul moyen, ce sera en bloquant l'économie, et donc les profits, en nous mettant en grève et en manifestant jusqu'à ce qu'ils cèdent. Nous n'avons pas de temps à perdre !

Tous ensemble contre le gouvernement et le patronat

Les pompiers se mobilisent du 26 au 29 septembre, avec occupation de la place de la République à Paris, puis rejoignent la manifestation du 29 septembre, journée de grève de la fonction publique, déjà rejointe par d'autres professions, comme les cheminots. D'autres journées de mobilisation sont prévues dans différents secteurs. Le gouvernement peut aussi craindre le « retour des Gilets jaunes », avec les manifestations prévues samedi 17 octobre contre les prix des carburants.

Il faut des mobilisations qui convergent en une lutte de tous les travailleurs, vers une grève générale, pas des luttes émiettées. Mais ces premières échéances seront l'occasion de faire grandir le mouvement et préparer cette lutte d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires et pensions en prenant sur les profits des patrons.

29 septembre : grève et manifestation pour les salaires

Mardi 29 septembre, les agents de la fonction publique seront en grève et dans la rue pour réclamer de meilleurs salaires. Plusieurs fédérations syndicales cheminotes appellent à les rejoindre par la grève ou la mobilisation.

Une occasion de faire converger nos revendications : l'urgence salariale concerne tous les travailleurs ! Rendez-vous dans les assemblées générales de grévistes et en manif !

Non au licenciement d'Abdel

La direction de l'EIC a finalement l'intention de licencier notre collègue, après lui avoir proposé un reclassement pour un poste d'aiguilleur avec baisse de salaire très importante. C'est le premier licenciement suite à un échec à une habilitation, un précédent dangereux. En début d'année la solidarité avait permis de repousser une première tentative de virer Abdel. On sait ce qu'il nous reste à faire pour la suite.

Les leçons du déraillement

Après le déraillement de Cléon, le 11 septembre en Normandie, les autorités ont souligné le professionnalisme et les réflexes de l'ASCT et de l'ADC du train.

Alors que de plus en plus de TER roulent sans ASCT à bord, ce constat nous apparaît comme une évidence amère. C'est notamment le cas depuis peu pour la ligne Rouen-Caen concernée par le déraillement.

Comment le conducteur, seul et blessé, aurait-il pu prendre en charge les 180 passagers de ce train ?

Le TGV : toujours une vitesse d'avance ?

Dans son *TempsRéel* de la semaine dernière, la direction fêtait les 45 ans du TGV en vantant cette "partie du patrimoine culturel français", derrière laquelle il y a des cheminotes et des cheminots qui partagent "l'excellence du travail bien fait" et "la rigueur d'une sécurité sans compromis". Au-delà de l'ironie de parler d'"une vitesse d'avance" pour parler du déploiement du TGV-M qui est toujours plus en retard, on saura distinguer le gouffre entre le discours perfectionniste de la direction et les conditions de travail et de voyage toujours plus dégradées, dangereuses et pénibles pour les cheminots comme pour les passagers.

Une grève réussie à Keolis GPO

Ils étaient 500 grévistes, les 10 et 11 septembre, et nombreux à se retrouver au piquet et en assemblée générale. Les grévistes protestaient contre les multiples attaques sur les conditions de travail, après que le lot de la DSP 47 (bus d'Ivry et Vitry, tramway T9) ait été transféré de la RATP à Keolis. Après avoir tenté de décréter que la grève était illégale pour faire pression sur les grévistes, la direction a dû plier.

Alors que les transferts et les filialisations visent à diviser les travailleurs du transport, la journée du jeudi a été l'occasion de montrer la solidarité ouvrière ! De nombreux travailleurs de dépôts de bus restés dans le giron de la RATP sont venus apporter leur soutien. Les patrons découpent nos boîtes, unifions nos combats !

Washington approuve une énorme vente militaire à Riyad

Le gouvernement américain a validé la vente de 48 avions furtifs F-35 à l'Arabie saoudite pour plus de 21 milliards d'euros. En effet, l'offensive réussie des Houthis yéménites, alliés de Téhéran, sur le détroit de Bab-el-Mandeb, en mer Rouge, menace un peu plus les exportations de pétrole de l'Arabie saoudite, qui pâtit déjà beaucoup du blocage d'un autre détroit, celui d'Ormuz par l'Iran. Une situation qui préoccupe fort les États-Unis empêtrés dans la guerre du Golfe et qui voient leur hégémonie dans la région contestée chaque jour un peu plus. De nouveaux massacres en perspective.

Quand un banquier « de gauche » part en vacances

Mathieu Pigasse, banquier, homme d'affaires et patron de presse le dit et le répète à chaque interview : il est « de gauche », proche du peuple et fait partie du « tiers état » (sic). Parfois, il rappelle qu'il circule comme tout le monde à pied, en métro ou en vélo. Un homme simple. Le Canard enchaîné vient de révéler qu'il avait, avec sa compagne, passé ses

dernières vacances sur l'île Moustique, aux Antilles. Il a séjourné dans une villa de plus de 2 600 m², au milieu d'un parc de sept hectares, comprenant neuf suites, neuf salles de bain, trois piscines, une salle de jeu, un cinéma, un terrain de tennis, etc. Et il était assisté d'une équipe de dix-huit personnes, comprenant deux majordomes, trois chefs, six femmes de ménage, six jardiniers et un gestionnaire.

